# **3 DÉCEMBRE 2 0 2 0**

## [contact@cpme-bretagne.fr](mailto:contact@cpme-bretagne.fr)

06 47 87 63 87

**DOSSIER SPÉCIAL**

Confinement Acte 2

**Les aides aux entreprises et autres accompagnements**

**France Relance**

#covid19



Attestations de déplacement

De nouvelles attestations sont disponibles à compter du samedi 28 novembre dernier. Vous pouvez les télécharger depuis notre [site internet CPME Bretagne](https://cpme-bretagne.fr/reconfinement/)

**À compter du samedi 28 novembre, les changements suivants s'appliqueront :**

* Les sorties qui étaient jusqu'alors limitées à un rayon d'un kilomètre pour une durée d'une heure pourront s'effectuer dans un rayon de 20 kilomètres et pour une durée de trois heures ;
* Les activités extra-scolaires en plein-air pourront reprendre ;
* Les offices religieux seront autorisés et limités à 30 personnes ;
* Les commerces et les services à domiciles pourront reprendre leurs activités jusqu'à 21h.

Si les objectifs sanitaires sont atteints, le confinement sera levé le **15 décembre**. Un couvre-feu s'appliquera de 21h à 7h, à l'exception des 24 et 31 décembre. Les cinémas, les théâtres et les musées pourront rouvrir et les activités extra-scolaires en intérieur pourront reprendre. Les grands rassemblements resteront interdits, comme les fêtes dans les salles à louer.

Au **20 janvier**, si le nombre de cas est inférieur à 5 000 par jour, les salles de sport et les restaurants rouvriront, le couvre-feu sera décalé, les cours des lycées reprendront intégralement en présentiel.

##### Aides aux entreprises – Simulateur d’éligibilité

La Matmut met à disposition des entreprises un outil digital ouvert à tous qui calcule les aides & les reports de charges. <https://www.soutien-entreprises-matmut.fr/>

**NOUVEAUTÉS CFE**

**Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)**

Nous souhaitions attirer votre attention sur le paiement de la CFE. En effet, les avis d'imposition à la Cotisation foncière des entreprises (CFE) doivent être payés en règle générale au plus tard le 15 décembre 2020. **Toutefois, il convient de noter que cette année, l’envoi postal des avis de CFE est supprimé. Désormais, les entreprises doivent consulter ces avis dans leur espace professionnel.**

Par ailleurs, divers dispositifs Covid ont été mis en place :

* **MESURE D’ALLEGEMENT AU TITRE DE LA CFE :** Dans le cadre des mesures de soutien apportées aux entreprises, le Gouvernement a donné la possibilité aux collectivités d'instituer un dégrèvement exceptionnel de cotisation foncière des entreprises (CFE) en faveur des entreprises ayant été particulièrement impactées par la crise sanitaire (voir plus bas).

En principe, tout établissement, situé sur le territoire d’une collectivité ayant opté pour ce dégrèvement et dont l’entreprise correspond à un des codes NAF éligibles, verra le dégrèvement s’appliquer d’office sur son avis de CFE.

Si vous constatez une erreur manifeste, ou si vous n’avez pas bénéficié du dégrèvement alors que vous estimez être éligible, il convient de faire une réclamation auprès du Service des Impôts des Entreprises via la messagerie sécurisée de votre espace professionnel sur le site <https://www.impots.gouv.fr>

Les entreprises éligibles (3 points à regarder)

1. L’établissement doit se situer dans une commune où une délibération a été prise. Les listes ayant pris cette délibération pour le rôle général de la taxation de CFE sont consultables via les liens suivants :

* + [Liste des communes](https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/finances_locales/modele_deliberation/delib_cfe_covid19_com_20200918.pdf)
  + [Liste des EPCI](https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/finances_locales/modele_deliberation/delib_cfe_covid19_epci_20200918.pdf)

1. L’établissement doit avoir une activité éligible. La liste des secteurs concernés a été définie . par le décret n°2020-979 du 5 août 2020 soit :

Une image contenant table

Description générée automatiquement

Attention : Les entreprises relevant d’un sous-secteur d’activités ne correspondant pas à un code NAF dans son ensemble risquent de ne pas être dégrevées automatiquement ( exemples : les trains et chemins de fer touristiques, les cars et les bus touristiques, le transport maritime et côtier de passagers, les bureaux de change, les casinos, les opérateurs de détaxe agréés en application de l'article 262-0 bis du code général des impôts, les guides conférenciers, les agences de mannequins, le transport transmanche).

Dans le cas où le solde de CFE exigible ne tiendrait pas compte du dégrèvement automatique, les entreprises concernées devront en faire la demande sous forme de réclamation à leur SIE. Pour éviter une avance de trésorerie, les services de la DGFIP nous ont fait savoir qu’elles pourront associer à leur réclamation une demande expresse de sursis de paiement.

Pour en savoir plus : cliquer [ici](https://www.telepaiement.dgfip.finances.gouv.fr/stl/satelit.web?templatename=accueilcharpente&contexteinitial=1)

1. L’établissement doit réaliser un chiffre d’affaires annuel inférieur à 150 millions d’euros HT. Le chiffre d’affaires à prendre en compte est celui réalisé au cours de la période de référence retenue pour la détermination des bases de la CFE due au titre de 2020.

* **NOUVEAU : REPORT DE 3 MOIS DES ECHEANCES :** Les entreprises qui se trouveraient en difficulté pour payer leur CFE au 15 décembre 2020, notamment parce qu’elles subissent des restrictions d’activité pour des motifs sanitaires, peuvent solliciter, sur simple demande, un report de 3 mois de leur échéance. La mesure de report concerne les entreprises appartenant aux secteurs désignés comme étant particulièrement affectés par la crise (hôtellerie, restauration, tourisme, événementiel, sport, culture et transport aérien…) et, plus largement, toutes les entreprises connaissant des difficultés financières liées à cette crise.

En pratique : Les entreprises en difficulté auront donc jusqu’au 15 mars 2021 pour payer le solde de la CFE 2020. La demande doit être adressée, de préférence par courriel, auprès de leur service des impôts des entreprises.

Plus de renseignements : [https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/report-paiement-solde-cotisation-fonciere-entreprises#](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/report-paiement-solde-cotisation-fonciere-entreprises)

**NOUVEAUTÉS Fonds de Solidarité**

Les entreprises éligibles au fonds de solidarité continuent à faire leur demande sur le site [Direction générale des finances publiques](https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13665) :

###### À partir du 20 novembre : pour l’aide versée au titre du mois d’octobre,

###### **À partir du début décembre pour l’aide versée au titre du mois de novembre.**

**NOUVEAUTÉS Prise en charge des congés payés**

**Prise en charge des jours de congés payés**

*Prise en charge par l'État de 10 jours de congés payés pour les entreprises lourdement impactées par la crise sanitaire*

Afin d’apporter un soutien aux professionnels qui rencontrent des difficultés pour faire face aux congés payés accumulés en période d’activité partielle, le Gouvernement, lors d’une réunion à laquelle participait la CPME, a retenu **une aide économique ponctuelle et non reconductible ciblée sur les secteurs très impactés, avec des fermetures sur une grande partie de l’année 2020**.

Pour pouvoir bénéficier de cette aide, les entreprises devront répondre à l’un ou l’autre des **critères d’éligibilité suivants** :

* **L’activité a été interrompue partiellement ou totalement pendant une durée totale d’au moins 140 jours depuis le 1er janvier 2020** ;
* **L’activité a été réduite de plus de 90 %** (baisse du chiffre d’affaires) pendant les périodes en 2020 où l’état d’urgence sanitaire était déclaré.

**Ces deux seuils permettent de rendre notamment éligibles les cafés et restaurants mais également les hôtels** qui n’ont pas été administrativement fermés mais qui ont été contraints à la fermeture par manque de clients dans les périodes de restriction des déplacements.

**Elle concernera aussi les secteurs les plus touchés par les fermetures administratives et les conséquences de la crise** comme par exemple l’événementiel, les discothèques ou encore les salles de sport, dès lors qu’ils rentrent également dans ces critères.

**Cette aide est limitée à 10 jours de congés payés**. Elle sera versée en janvier 2021 sur la base de **jours imposés au titre de l’année 2019-2020** (généralement 5) et de **jours pris en anticipation avec l’accord du salarié** **au titre de l’année 2020-2021**. Pendant la prise de ses congés payés, le salarié percevra 100 % de sa rémunération habituelle contre 84 % en chômage partiel.

Les entreprises prendront en charge cette différence de 16 points entre les indemnités de chômage partiel et les indemnités de congés payés.

Afin de compenser ce surcoût, les entreprises bénéficieront d’une exonération de charges sociales sur les indemnités de congés payées ainsi versées aux salariés au titre de droits acquis pendant les périodes de chômage partiel.

Les congés payés devront nécessairement être pris **entre le 1er et le 20 janvier 2021**, durant une période d’activité partielle correspondant à la fermeture prolongée de l’établissement sur cette période. Pour le versement de cette aide, le Gouvernement utilisera les circuits de paiement de l’activité partielle via l’Agence de services et de paiement (ASP).

La ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Insertion a aussi évoqué avec les professionnels le report de la cinquième semaine de congés payés comme une solution que peuvent mettre en œuvre les entreprises soit par application d’un accord de branche soit par un accord d’entreprise

**Protocole sanitaire pour les commerces/ mise en œuvre de la demande de dérogation au repos dominical**

Vous trouverez ci-dessous le **nouveau protocole sanitaire applicable désormais à l’ensemble des commerces** qu’ils aient été ou non autorisés à ouvrir pendant les périodes de confinement, sauf les marchés couverts et ouverts qui font l’objet d’un dispositif qui leur est propre. Il complète et précise le protocole national en entreprise (PNE) et fait l’objet de développement dans le cadre de fiches spécifiques pour les métiers. Vous constaterez que la jauge est renforcée, ainsi que l’information du client et que des mesures viennent garantir l’effectivité de la jauge et le respect des principes de distanciation physique et d’hygiène.

Par ailleurs pour vous accompagner dans la mise en œuvre de la **demande de dérogation au principe de fermeture dominicale** pour les mois de novembre et décembre 2020, vous trouverez également **un modèle de courrier à transmettre au préfet de votre département, après l’avoir complété avec la liste des secteurs et adapté** (passages surlignés en jaune) afin de demander à ce que les commerces de la zone géographique concernée puissent bénéficier de cette dérogation. Il est recommandé d’adresser une copie de ce courrier à l’union départementale de la DIRECCTE.

Il est cependant à noter que cette demande n’a d’intérêt que si ces cinq dimanches n’ont pas déjà fait l’objet d’une autorisation d’ouverture dérogatoire, notamment par le maire dans le cadre des articles L3132-26 à L3132-27-1 du Code du travail.

De plus, il nous revient de vous apporter les précisions du Ministère du travail, de l’emploi et de l’insertion en réponse à certaines de nos interrogations :

* Toutes les entreprises, et pas uniquement celles n’ayant pu recevoir du public depuis le 30 octobre, sont visées par ces dérogations ;
* Tous les commerces sont concernés, le commerce de détail comme les prestataires de services ;
* Aucun accord collectif n’est nécessaire pour bénéficier de la dérogation mais il faut prévoir les contreparties ;
* Une organisation professionnelle ou une union territoriale CPME peut adresser une demande pour l’ensemble de ses adhérents, comme cela est préconisé par le Ministère, étant précisé que les arrêtés auront une portée collective.

[**Téléchargez le nouveau protocole sanitaire**](https://drive.google.com/file/d/1KQQYTbtglKZIg7aFdvDJSCaTZ-sPTdtQ/view?usp=sharing)

[**Téléchargez le modèle de courrier**](https://drive.google.com/file/d/1avJGS5ZNVqMc5K8hQoBhid2P94dPwly9/view?usp=sharing)

**Mesures sociales : Emploi et formation**

**Organisation du travail :**

* **Principe : recours au télétravail à 100 %**  
  En savoir plus : consultez le [**questions-réponses**](https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/questions-reponses-par-theme/article/teletravail-en-periode-de-covid-19) du ministère du Travail sur le télétravail.
* **Exception :** maintien du travail en présentiel si les alternants ne peuvent effectuer l’ensemble de leurs tâches à distance et sous réserve du respect du protocole sanitaire.
* **Texte sur les IRP**

Il me semble utile de vous alerter sur la parution ce jour d’un texte sur les réunions des IRP. En effet L’ordonnance n°2020-1441 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux réunions des instances représentatives du personnel, **élargit** **à titre dérogatoire et temporaire (jusqu’à la fin de l’état d’urgence sanitaire fixé au 16 février 2021) la possibilité de recourir à la visioconférence, aux conférences téléphoniques ou à la messagerie instantanée pour tenir les réunions des CSE et des CSE centraux**.

Elle permet, par ailleurs, aux **membres élus de l’instance de s’opposer**, au **plus tard 24h avant le début de la réunion**, au recours à **la conférence téléphonique ou à la messagerie instantanée, ou au recours à la visioconférence (uniquement si la limite de 3 réunions par année civile est dépassée)** pour les informations et consultations menées dans le cadre de :

* La procédure de licenciement collectif ;
* La mise en œuvre des accords de performance collective ;
* La mise en œuvre des accords portant rupture conventionnelle collective ;
* La mise en œuvre du dispositif spécifique d’APLD.

**Mesures d’urgence : Réunions du CSE en distanciel**

Dans le cadre du Covid-19, des mesures d’urgences relatives aux instances représentatives du personnel ont été prises et notamment la possibilité de tenir ces réunions en distanciel. Vous trouverez ci-après le détail de cette mesure.

* [Ordonnance n° 2020-1441 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux réunions des instances représentatives du personnel](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042564921)

**Réunion du CSE : Recours possible à la visioconférence, aux conférences téléphoniques ou aux messageries instantanées.**

L’article 1 de [l’ordonnance du 25 novembre 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042564921) (reprenant les dispositions de l’article 6 de l’ordonnance du 1er avril) élargit à titre dérogatoire et temporaire la possibilité de recourir à **la visioconférence pour tenir les réunions des comités sociaux et économiques et des comités sociaux et économiques centraux.** Hors période covid-19, en l’absence d’accord entre l’employeur et les membres élus du comité, le recours à la visioconférence était limité à trois réunions par année civile.

L’ordonnance permet, également à titre dérogatoire et temporaire, l’organisation de réunions de ces comités **par conférence téléphonique ou messagerie instantanée.** L’employeur ne peut avoir recours au dispositif de messagerie instantanée que de manière subsidiaire, en cas d’impossibilité d’organiser la réunion du comité par visioconférence ou conférence téléphonique, ou lorsqu’un accord d’entreprise le prévoit.

Le recours à ses dispositifs se fait après que l’employeur en a informé les représentants du personnel.

Les membres élus des instances représentatives du personnel, peuvent à la majorité de ceux appelés à y siéger, s’opposer, **au plus tard 24h avant le début de la réunion**, au recours à la **conférence téléphonique ou à la messagerie instantanée, ou au recours à la visioconférence (uniquement si la limite de 3 réunions par année civile est dépassée)** pour les informations et consultations menées dans le cadre de :

* La procédure de licenciement collectif ;
* La mise en œuvre des accords de performance collective ;
* La mise en œuvre des accords portant rupture conventionnelle collective ;
* La mise en œuvre du dispositif spécifique d’APLD.

L’ordonnance du 25 novembre 2020 prévoit que les modalités de réalisation de ces réunions seront prévues par décret. En l’absence d’un tel texte sur le sujet pour le moment, il est possible de se référer au [**décret n°2020-419 du 10 avril 2020**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041794077) applicable sous l’empire de l’ordonnance du 1er avril 2020 (prévoyant initialement ces modalités dérogatoires d’information/consultation du CSE).

Pour rappel, ce décret prévoyait que :

**Pour les réunions qui se tiennent par conférence téléphonique**, il est nécessaire (article 1 du décret) :

* Que le dispositif technique mis en œuvre garantisse l’identification de ses membres, ainsi que leur participation effective en assurant la **retransmission continue et simultanée du son des délibérations** ;
* Qu’il ne fasse pas obstacle à la tenue de suspensions de séance ;
* Que lorsqu’il est procédé à un vote à bulletin secret, le dispositif de vote mis en œuvre garantisse que l'identité de l'électeur ne peut à aucun moment être mise en relation avec l'expression de son vote. Lorsque ce vote est organisé par voie électronique, le système retenu doit assurer la confidentialité des données transmises ainsi que la sécurité de l'adressage des moyens d'authentification, de l'émargement, de l'enregistrement et du dépouillement des votes (troisième alinéa de l’article D. 2315-1 du Code du travail) ;
* Que le président de l’instance informe ses membres de la tenue de la réunion **en conférence téléphonique.** Cette information suit les règles applicables à la convocation des réunions de l’instance ;
* Que la réunion se déroule conformément aux étapes prévues à l’article D. 2315-2 du Code du travail :
  + 1° L'engagement des délibérations est subordonné à la vérification que l'ensemble des membres a accès à des moyens techniques satisfaisant aux conditions prévues à l'article D. 2315-1 ;
  + 2° Le vote a lieu de manière simultanée. A cette fin, les participants disposent d'une durée identique pour voter à compter de l'ouverture des opérations de vote indiquée par le président du comité.

Pour **les réunions qui se tiennent par messagerie instantanée,** il est nécessaire (article 2 du décret) :

* Que le dispositif technique mis en œuvre garantisse l’identification de ses membres, ainsi que leur participation effective en assurant **la communication instantanée des messages écrits au cours des délibérations ;**
* Qu’il ne fasse pas obstacle à la tenue de suspensions de séance ;
* Que lorsqu’il est procédé à un vote à bulletin secret, le dispositif de vote mis en œuvre garantisse que l'identité de l'électeur ne peut à aucun moment être mise en relation avec l'expression de son vote. Lorsque ce vote est organisé par voie électronique, le système retenu doit assurer la confidentialité des données transmises ainsi que la sécurité de l'adressage des moyens d'authentification, de l'émargement, de l'enregistrement et du dépouillement des votes (troisième alinéa de l’article D. 2315-1 du Code du travail) ;
* Que le président de l’instance informe ses membres de la tenue de la réunion **par messagerie instantanée et précise la date et l’heure de son début ainsi que la date et l’heure à laquelle interviendra au plus tôt sa clôture.** Cette information suit les règles applicables à la convocation des réunions de l’instance**;**
* Que la réunion se déroule conformément aux étapes suivantes :
  + 1° L’engagement des délibérations est subordonné à la vérification que l’ensemble des membres a accès à des moyens techniques satisfaisant aux conditions prévues ci-dessus ;
  + 2° Les débats sont clos par un message du président de l’instance, qui ne peut intervenir avant l’heure limite fixée pour la clôture de la délibération ;
  + 3° Le vote a lieu de manière simultanée. A cette fin, les participants disposent d’une durée identique pour voter à compter de l’ouverture des opérations de vote indiquée par le président de l’instance ;
  + 4° Au terme du délai fixé pour l’expression des votes, le président de l’instance en adresse les résultats à l’ensemble de ses membres.

Ces **dispositions dérogatoires et temporaires** sont applicables aux réunions convoquées **jusqu’à la fin de l’état d’urgence sanitaire** (déclaré par l'article 1er du décret du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire, prorogé par la loi du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire). Elles sont également applicables à toutes les autres instances représentatives du personnel régies par les dispositions du Code du travail.

**Activité partielle :**

**Maintien des taux d’allocation et d’indemnité d’activité partielle jusqu’au 31 décembre 2020 :**

* Allocation versée par l’ASP (Agence de services de paiements) aux employeurs fixée à 60 % du salaire brut antérieur du salarié, dans la limite de 4,5 SMIC, avec un plancher à 8,03€ (hors secteurs protégés et entreprises recevant du public et fermées sur décision administrative qui bénéficient d’une majoration).  
  Pour les alternants : le taux de l’allocation est égal au taux de l’indemnité versée au salarié.
* Indemnité versée aux salariés fixée à 70 % du salaire brut antérieur du salarié.

**Revalorisation à compter du 1er janvier 2021 :**

* Allocation fixée à 36% du salaire brut antérieur du salarié, dans la limite de 4,5 SMIC, avec un plancher de 7,23€.

Indemnité fixée à 60 % minimum du salaire brut antérieur du salarié, dans la limite de 4,5 SMIC.  
Consultez le [**questions-réponses**](https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/questions-reponses-par-theme/faq-chomage-partiel-activite-partielle) du ministère du Travail sur l’activité partielle.

## **Transfert des droits DIF vers le CPF**

## **Report au 30 juin 2021** (au lieu du 31 décembre 2020) de l’échéance permettant au titulaire d’un CPF (Compte personnel de formation) d’y inscrire ses droits acquis au titre du DIF (Droit individuel à la formation) au 31 décembre 2014. *En attente de publication de la loi.*

## **Report annoncé des entretiens professionnels renforcés au 30 juin 2021**

Possibilité pour l’employeur de reporter, jusqu’au 30 juin 2021, la réalisation des entretiens professionnels récapitulatifs « des 6 ans » qui devaient être réalisés avant le 31 décembre 2020. *Mesures à confirmer par publication d’une ordonnance.*

Pour en savoir plus sur l’entretien professionnel, [**consultez le guide OPCO-EP**](https://www.opcoep.fr/wp-content/uploads/Guide-employeur-entretien-professionnel-opcoep.pdf)

**Procédures de dérogation au repos dominical**

Veuillez trouver ci-dessous le courrier de Madame la Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’insertion adressé aux préfets hier relatif aux dérogations au repos dominical le week-end prochain ainsi que durant tout le mois de décembre.

**J’attire votre attention sur le fait que les préfets ne pourront répondre qu’à une demande formalisée**. Cette demande, notamment pour les communes n’ayant pas mis en place les « dimanches du maire », peut être formulée par les fédérations professionnelles et les établissements de vente au détail.

[**Téléchargez le courrier**](https://drive.google.com/file/d/1NJuTVXDe3nwB2laBOrPI7WKF23mAfmnL/view?usp=sharing)

**Chefs d’entreprise, pour vous aider à y voir plus clair et comprendre à quelles aides vous avez accès, la CPME met à votre disposition un tableau qui recense toutes les aides gouvernementales.**

Pour accéder au tableau, [**cliquer ici**](https://cpme-bretagne.fr/le-recapitulatif-des-aides-aux-entreprises-cle-en-main/)

**Mesures économiques et sociales**

**#1 Fonds de solidarité**

Jusqu’à présent, le Gouvernement s’est concentré sur le soutien aux plus petites entreprises. Désormais, le fonds de solidarité sera consacré au soutien des secteurs les plus exposés à la crise, en y intégrant les entreprises de taille intermédiaire, ce qui, au moins sur ce dernier point, répond à la demande de la CPME.

1. **Pour les entreprises fermées administrativement**

S’agissant des secteurs fermés, les restaurants, les bars, les discothèques, les salles de sport, etc., le fonds de solidarité sera ouvert pour toutes les entreprises **quelle que soit leur taille**. Elles bénéficieront **d’un droit d’option entre une aide jusqu’à 10.000€ ou une indemnisation de 20% du chiffres d’affaire mensuel réalisé à la même période de l’année précédente**.

Tant que ces entreprises seront fermées, le fonds de solidarité sera maintenu.

1. **Pour toutes les entreprises du secteur du tourisme, événementiel, sport et culture (S1)**

Pour toutes les entreprises du secteur du tourisme, événementiel, sport et culture qui ne sont pas fermées mais qui subissent de plein fouet la crise sanitaire, l’absence de touristes, l’absence d’événement - cela concerne en particulier les hôtels, les traiteurs, les salles de théâtres ou de concerts, les agences de voyages, les entreprises de l’événementiel, de la culture ou du sport – ces entreprises continueront d’avoir accès au fonds de solidarité **dès lors qu’elles perdent 50% de chiffre d’affaires**. **Elles pourront bénéficier d’une aide jusqu’à 10.000€ ou d’une indemnisation de 15% du chiffres d’affaire mensuel réalisé à la même période de l’année précédente.**

**Pour celles qui rencontrent le plus de difficulté et qui perdent plus de 70% de leur chiffre d’affaires, l’indemnisation passera à 20% du chiffre d’affaire mensuel réalisé à la même période de l’année précédente.**

1. **Pour toutes les entreprises liées aux secteurs du tourisme, événementiel , sport et culture (S1 bis)** qui sont indirectement touchées par la crise, elles continueront de bénéficier en décembre des mêmes aides qu’en novembre, soit une aide pouvant aller jusqu’à 10.000€ dans la limite de 80% de leur perte et dès lors que ces entreprises ont une baisse de 50% de leur chiffre d’affaires.

Enfin, le fonds de solidarité sera prolongé pour le mois de décembre **pour l’ensemble des entreprises de moins de 50 salariés qui n’appartiennent pas aux secteurs qui viennent d’être évoqués et qui justifient une perte de 50% de leur chiffre d’affaires. Ces entreprises continueront de bénéficier d’une aide pouvant aller jusqu’à 1500€.**

Le formulaire du Fonds De Solidarité sera disponible à compter du 20 novembre dans l'espace particulier du site [**http://impots.gouv.fr**](http://impots.gouv.fr).  
  
La demande doit être déposée au plus tard le 31 décembre 2020.  
Pour en savoir plus, [**cliquer ici**](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/mise-en-ligne-formulaire-fonds-solidarite-20-novembre?xtor=ES-29-%5bBIE_235_20201119%5d-20201119-%5bhttps://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/mise-en-ligne-formulaire-fonds-solidarite-20-novembre%5d)  
Pour lire le CP, [**cliquer ici**](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=F1D5D45B-B42F-4237-B850-5678FE243132&filename=mise%20en%20ligne%20du%20formulaire%20le%2020%20novembre%20pour%20les%20demandes%20concernant%20les%20%20pertes%20de%20chiffre%20d%E2%80%99affaires%20du%20mois%20d%E2%80%99octobre%202020.pdf)

**NOUVEAU**

**---  
Toutes les entreprises fermées administrativement et de moins de 50 salariés peuvent bénéficier du Fonds de solidarité, une aide allant jusqu'à 10 000 euros par mois.**

Les entreprises des secteurs les plus touchés qui ne sont pas fermées administrativement (Tourisme, CHR, culture, sport, événementiel et secteurs associés) et qui subissent une perte de CA de plus de 50% bénéficient également du Fonds de solidarité jusqu'à 10 000 euros par mois, à hauteur de la perte de chiffre d'affaires.

**Toutes les** autres entreprises **non concernées par les points précédents qui subissent une** perte de CA de plus de 50% **peuvent bénéficier du volet 1 du Fonds de solidarité (1 500 euros/mois).**

**La demande est à faire sur l'espace particulier sur** [**impots.gouv.fr.**](https://www.impots.gouv.fr/portail/)

**Fonds de solidarité à destination des entreprises**

Le décret n**°** [**2020-1328 du 2 novembre 2020**](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042486721) a fait évoluer les règles relatives à ce fonds de solidarité pour les mois d’octobre et de novembre. Vous retrouverez ci-dessous les principales évolutions.

Outre la liste des secteurs concernés, il élargit le champ des entreprises concernées en termes de nombre de salariés ou de chiffre d’affaires notamment.

Il est également précisé que le volet 1 du fonds est prolongé jusqu'au 30 novembre 2020 et le décret ouvre la possibilité de déposer la demande d'aide au titre du volet 2 jusqu'au 30 novembre 2020 (au lieu du 15 octobre).

**Plus d’entreprises sont concernées par le dispositif**

Le fonds de solidarité est désormais ouvert :

* Aux entreprises de moins de 50 salariés,
* Sans conditions de chiffre d’affaires,
* Sans condition de bénéfice,

Par ailleurs :

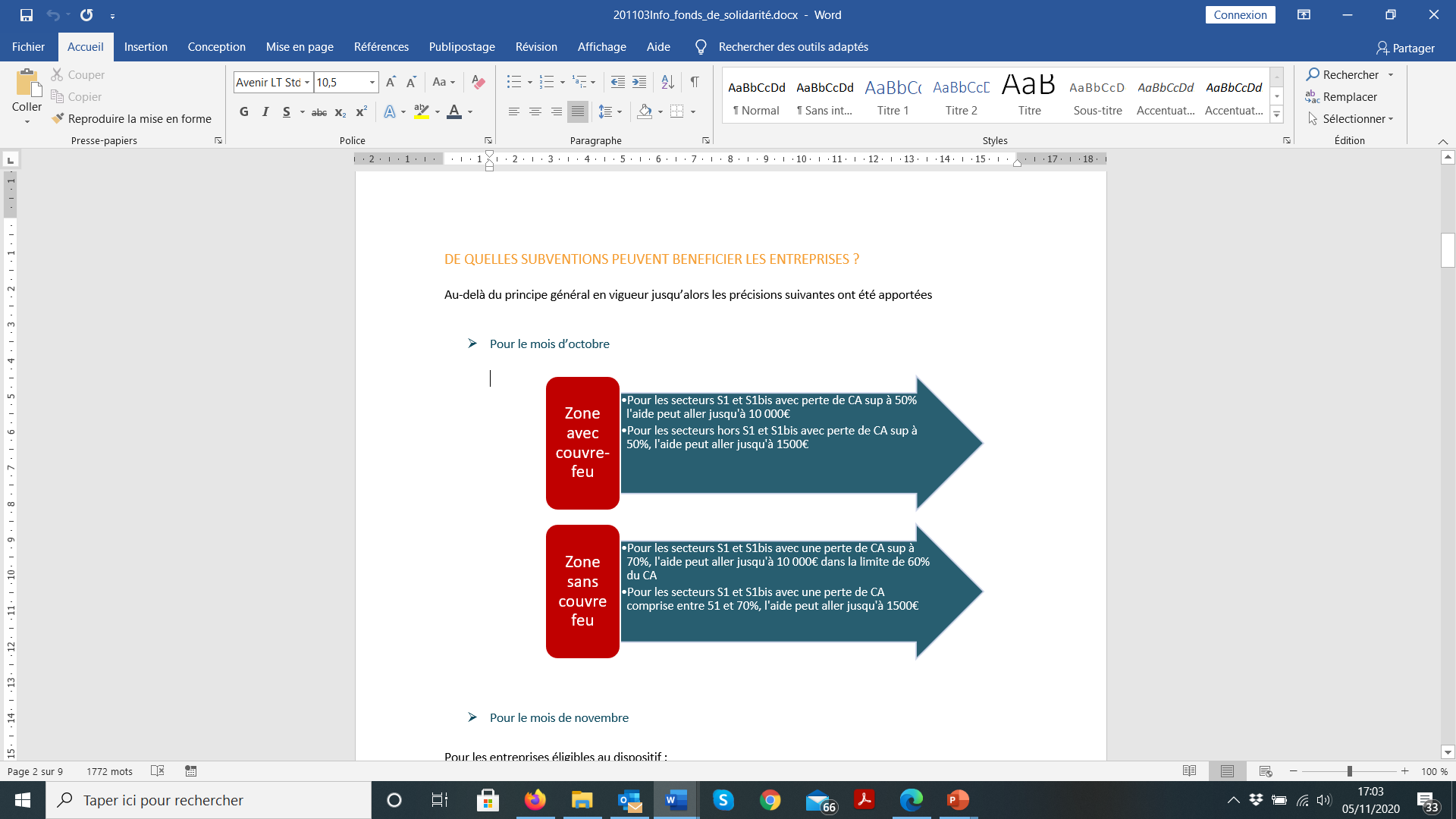
* Les entreprises ayant débuté leur activité avant le 31 août sont désormais éligibles,
* Les entreprises contrôlées par une holding sont éligibles à condition que l'effectif cumulé de la ou des filiales et de la holding soit inférieur à 50 salariés.
* La liste des secteurs 1 et 1 bis est complétée.

Concernant la situation particulière des discothèques, le texte prolonge le volet 1 jusqu'à fin novembre et augmente l'indemnité pour les collectivités de Guyane et de Mayotte.

**De quelles subventions peuvent bénéficier les entreprises ?**

Au-delà du principe général en vigueur jusqu’alors les précisions suivantes ont été apportées.

**Pour le mois d’Octobre**



**Pour le mois de Novembre**

Pour les entreprises éligibles au dispositif :

Pour les entreprises fermées administrativement

ou

Pour les entreprises des secteurs 1

Aide égale à la perte de chiffre d'affaires dans la limite de 10 000 euros.

Pour les entreprises appartenant aux secteurs 1 bis

Aide égale à 80 % de la perte de chiffre d'affaires dans la limite de

10 000 euros

Pour les autres entreprises éligibles au dispositif

Bénéficieront d'une aide égale à la perte de chiffre d'affaires dans la limite de 1 500 euros.

## [**Pour consulter les annexes, téléchargez les textes applicables dans notre dossier**](https://cpme-bretagne.fr/reconfinement/) **Spécial Confinement Acte2.**

**Calendrier et versement des aides**

Toutes les entreprises éligibles, quel que soit le cas de figure, pourront recevoir leur indemnisation en se déclarant, à partir de début décembre 2020, sur le site[**impots.gouv.fr.**](https://www.impots.gouv.fr/portail/) Elles recevront leur aide dans les jours suivant leur déclaration. Les entreprises des 54 départements ayant connu un couvre-feu en octobre, dont le département d’Ille-et-Vilaine, pourront remplir leur formulaire à partir du 20 novembre 2020. Elles percevront les aides dans les jours qui suivent.

Accéder au formulaire de demande d’aide : [**cliquer ici**](https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13665)

Décret Fonds de solidarité et ventes en magasins

Le décret n° [**2020-1328 du 2 novembre 2020**](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042486721) a fait évoluer les règles relatives au fonds de solidarité. Parmi les dernières évolutions :

* Les conditions d'éligibilité à cette aide sont assouplies. Le fonds est désormais ouvert aux entreprises de moins de 50 salariés, sans condition de chiffre d'affaires ni de bénéfice.
* Les entreprises ayant débuté leur activité avant le 31 août 2020 sont désormais éligibles.
  + Les entreprises contrôlées par une holding sont éligibles à condition que l'effectif cumulé de la ou des filiales et de la holding soit inférieur à 50 salariés.
  + La liste des secteurs 1 et 1 bis est complétée.
  + Et les entreprises fermées administrativement en septembre et octobre pourront bénéficier d'une aide égale à la perte du chiffre d'affaires jusqu'à 10 000 € sur un mois pendant la durée de fermeture.

Le décret[**2020-1331 du 2 novembre 2020**](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042486870) prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19. Il précise notamment :

* Les règles liées aux déplacements professionnels lorsque l’exercice de l’activité est réalisée au domicile du client,
* Les produits pouvant être distribués dans les surfaces de vente de plus de 400m2.

**Mesures économiques et sociales**

**#2 Exonérations et reports de charges sociales**

Toutes les entreprises **fermées administrativement** et de **moins de 50 salariés** bénéficieront d'une exonération intégrale et automatique de toutes leurs cotisations sociales.

Les entreprises des **secteurs les plus touchés** qui ne sont pas fermées administrativement (Tourisme, CHR, culture, sport, événementiel et secteurs associés) et qui subissent une **perte de CA de plus de 50%** bénéficieront également d'une exonération intégrale de leurs cotisations sociales.  
  
Les **travailleurs indépendants** verront leurs prélèvements automatiques suspendus. Les **travailleurs indépendants dont l'activité fait l'objet d'une fermeture administrative** bénéficieront des mêmes exonérations intégrales de charges sociales.

Afin de tenir compte des nouvelles mesures de restriction sanitaire, les Urssaf mettent  
de nouveau en place des mesures exceptionnelles pour accompagner la trésorerie des  
entreprises et les travailleurs indépendants.

**Pour les employeurs**

Les employeurs peuvent reporter tout ou partie du paiement de leurs cotisations salariales et patronales pour les échéances des 5 et 15 novembre 2020.

Les déclarations doivent néanmoins être déposées aux dates prévues. Le report de cotisations Urssaf vaut également pour les cotisations de retraite complémentaire.

Pour bénéficier du report, il suffit de remplir en ligne un formulaire de demande préalable. En l’absence de réponse de l’Urssaf sous 48h, cette demande est considérée comme acceptée.

Les cotisations qui ne seront pas payées sont automatiquement reportées.

L’Urssaf contactera ultérieurement les employeurs pour leur proposer un plan d’apurement de leurs dettes. Aucune pénalité ni majoration de retard ne sera appliquée.

Dans le contexte actuel, où notre système de soins et plus largement notre protection sociale et l’action de l’État sont plus que jamais sollicités, il est important que les entreprises qui le peuvent continuent à participer au financement de la solidarité nationale. Le réseau URSSAF appelle donc les entreprises à faire preuve de responsabilité dans l'usage des facilités qui leur sont accordées, afin qu'elles bénéficient avant tout aux entreprises qui en ont besoin.

**Pour les travailleurs indépendants**

Les cotisations sociales personnelles des travailleurs indépendants ne seront pas prélevées en novembre (l’échéance trimestrielle du 5 novembre ainsi que les échéances mensuelles du 5 et du 20 novembre sont suspendues).

Le prélèvement automatique des échéances de novembre ne sera pas réalisé, sans que les travailleurs indépendants aient de démarche à engager. Ceux qui paient par d’autres moyens de paiement pourront ajuster le montant de leur paiement. Aucune pénalité ni majoration de retard ne sera appliquée.

Les modalités de régularisation de ces échéances seront précisées ultérieurement.

Toutefois, les travailleurs indépendants qui le peuvent sont invités à régler leurs cotisations de façon spontanée, selon des modalités qui leur seront communiquées par leur Urssaf. Ils peuvent ajuster leur échéancier en réestimant leur revenu 2020 qui sert de base au calcul des cotisations provisionnelles.

Les travailleurs indépendants bénéficiant d’un délai de paiement sur des dettes antérieures peuvent également demander à en reporter les échéances.

En complément de ces mesures, les travailleurs indépendants peuvent solliciter l’intervention de l’action sociale du Conseil de la Protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) pour la prise en charge partielle ou totale de leurs cotisations ou pour l’attribution d’une aide financière exceptionnelle.

Les artisans commerçants peuvent réaliser leurs démarches :

* Par internet sur secu-independants.fr, [**Mon compte**](https://www.ma.secu-independants.fr/authentification/login) pour une demande de revenu estimé, ou pour demander le report d’un échéancier de paiement
* [**Par courriel**](https://www.secu-independants.fr/contact/adresse-telephone/urssaf/), en choisissant l'objet « Vos cotisations », motif « Difficultés - Coronavirus »
* Par téléphone au 3698 (service gratuit + prix appel)

Les professions libérales peuvent également réaliser leurs démarches :

* Par internet, sur leur espace en ligne sur urssaf.fr en adressant un message via la rubrique « Une formalité déclarative » > « Déclarer une situation exceptionnelle ».
* Par téléphone, en contactant l’Urssaf au 3957 (0,12€ / min + prix appel) ou au 0806 804 209 (service gratuit + prix appel) pour les praticiens et auxiliaires médicaux.

**En savoir +** : Consultez [**le site de l’URSSAF**](https://mesures-covid19.urssaf.fr/)

**Pour les autoentrepreneurs**

L’échéance mensuelle de septembre et l’échéance trimestrielle du troisième trimestre doivent être déclarées normalement d’ici au 2 novembre à 12h.

Les autoentrepreneurs ont la possibilité de payer la totalité, ou une partie seulement, ou de ne pas payer les cotisations sociales dues sur cette échéance. Ceux qui ont déjà réalisé leurs déclarations peuvent modifier leur ordre de paiement pour réduire ou mettre à zéro le montant payé.

Aucune majoration de retard ne sera appliquée, les modalités de régularisation des paiements partiels ou absents seront précisées ultérieurement. Les auto-entrepreneurs bénéficiant d’un délai de paiement peuvent également demander à en reporter les échéances.

Ces mesures de soutien à la trésorerie des entreprises seront complétées par un nouveau dispositif d’exonérations de cotisations sociales dont les modalités seront précisées ultérieurement.

## Des modalités particulières seront prévues pour les départements et territoires d’outre-mer n’étant pas concernées par le confinement.

**Mesures économiques et sociales**

**#3 Prêts garantis par l'État et Prêts directs de l'État**

Les entreprises pourront contracter **un prêt garanti par l'État jusqu'au 30 juin 2021.**L'amortissement pourra être reporté de 1 à 5 ans, avec un taux allant de 1% à 2,5%.  
Toutes les entreprises qui le souhaitent pourront demander un nouveau différé de remboursement d'un an, soit deux années au total de différé.

**En parallèle,** l'État pourra accorder directement des prêts **si aucune autre solution de financement n'a été trouvée par l'entreprise. Ce prêt pourra aller jusqu'à :**

* 10 000 euros **pour les entreprises de moins de 10 salariés ;**
* 50 000 euros **pour les entreprises de 10 à 49 salariés ;**

## Pour les **entreprises de plus de 50 salariés**, une avance remboursable pourra être accordée, plafonnée à 3 mois de chiffre d'affaires.

## Il a été vu avec la banque de France pour que les demandes de différés supplémentaires ne soient pas considérées comme un défaut de paiement des entreprises.

**Les prêts directs de l'État**

Il a été annoncé que l’État pourra accorder des avances remboursables plafonnées à 3 mois de chiffre d’affaires pour les entreprises de plus de 50 salariés.

**Mesures économiques et sociales**

**#4 Prise en charge des loyers**

En **réponse à une demande de la CPME**, un crédit d'impôts sera introduit dans le Projet de Loi de Finances « PLF » 2021 pour inciter les bailleurs à annuler les loyers des entreprises **fermées administrativement** et de **moins de 250 salariés**.  
Le bailleur qui accepte de **renoncer à au moins un mois de loyer** (en octobre, novembre ou décembre) bénéficiera d'un crédit d'impôts à hauteur de **30% du montant des loyers abandonnés.**

**#5 Activité partielle**

Toutes les entreprises **fermées administrativement** ou des **secteurs les plus touchés** bénéficieront de l'activité partielle avec reste à charge nul.  
Toutes les **autres entreprises** bénéficient du dispositif actuel jusqu'au 31 décembre 2020. (84% du net et 15% de reste à charge pour l'employeur)

Les taux de prise en charge de l’activité partielle précédemment définis sont prolongés jusqu’au 31 décembre 2020.

Solliciter une [**demande d’activité partielle**](file:///C:\Users\Utilisateur\Desktop\CORONAVIRUS\BROCHURE%20CPME%20ET%20MESURES%20DE%20SOUTIEN%20AUX%20ENTREPRISES\%20https\activitepartielle.emploi.gouv.fr\)

Retrouvez dans nos fiches ci-dessous, les différents dispositifs du chômage partiel adaptés selon la durée d’application du dispositif : activité partielle classique ou activité partielle de longue durée, ainsi que le traitement de la prévoyance complémentaire en cas d’activité partielle.

[**Activité partielle classique**](https://drive.google.com/file/d/1LEgsBnR3HvWPJRGNYJ5rNfQ7WjKk9IBR/view?usp=sharing) et [**activité partielle de longue durée**](https://drive.google.com/file/d/1T6nklA8edwNSNT7Ab13r-Z2LU9ZCtE1K/view?usp=sharing) : consultez nos fiches techniques régulièrement mises à jour pour savoir comment les mettre en place dans votre entreprise.  
  
Retrouvez également [l**e tableau récapitulatif**](https://cpme-bretagne.fr/reconfinement/) de ces 2 dispositifs.

**L’accès à l’activité partielle de longue durée**

L’accès à l’activité partielle de longue durée est conditionné à la signature d’un accord collectif ou un accord de branche étendu. L’APLD ne peut être cumulée, sur une même période et pour un même salarié, avec le dispositif d’activité partielle de droit commun. Les conditions d’indemnisation étant moins avantageuses que le dispositif d’activité partielle prorogé jusqu’au 31.12.2020, son application est différée.

L’allocation versée à l’employeur couvrira :

* 60% de la rémunération antérieure brute avec un minimum de 7,23 € par heure, dans les secteurs non protégés ;
* 70% de la rémunération antérieure brute avec un minimum de 8,03 € par heure pour les entreprises fermées administrativement ou dans les secteurs protégés (tourisme, hôtellerie, restauration, sport, culture, transport aérien et évènementiel) quel que soit l’effectif de l’entreprise.)

La durée totale de recours au dispositif d’activité partielle de longue durée est de 24 mois sur une durée de 36 mois, consécutifs ou non, avec 40 % de période chômée (50% par dérogation)

**Mesures économiques et sociales**

**#6 Report des échéances fiscales**

Depuis le 20 octobre, les entreprises peuvent solliciter leur service des impôts des entreprises (SIE) pour demander des délais de paiement de leurs impôts directs (hors TVA et prélèvements à la source).

Ce dispositif s’adresse aux entreprises concernées par une interruption ou une restriction de leur activité liée à une mesure de fermeture ou lorsque leur situation financière le justifie.

Les demandes seront examinées au cas par cas.

De plus, comme annoncé le 12 octobre, l'échéance de taxe foncière due par les entreprises propriétaire-exploitantes de leur local commercial ou industriel est reportée de 3 mois, sur simple demande.

Par ailleurs, un dispositif exceptionnel de plans de règlement permet aux entreprises d’étaler sur une durée pouvant atteindre 3 ans, le paiement de leurs impôts professionnels dus pendant la période de crise sanitaire et non encore réglés.

Pour les travailleurs indépendants Il est possible de moduler à tout moment le taux et les acomptes de prélèvement à la source. Toutes ces démarches sont accessibles via l’espace particulier sur impots.gouv.fr, rubrique « Gérer mon prélèvement à la source ». Toute intervention avant le 22 du mois sera prise en compte pour le mois suivant.

Pour toute difficulté dans le paiement des impôts, les entreprises ne doivent pas hésiter à se rapprocher du service des impôts des entreprises, par la messagerie sécurisée de leur espace professionnel, par courriel ou par téléphone.

**#7 Remboursement accéléré des crédits d’impôt sur les sociétés et de crédit de TVA**

**Le remboursement accéléré des crédits d'impôt sur les sociétés**

Afin d'apporter une aide financière aux entreprises en difficulté, une procédure accélérée de remboursement des créances d'impôt sur les sociétés restituables en 2020 est mise en œuvre. Les sociétés qui bénéficient d'un ou plusieurs crédits d'impôt restituables en 2020 peuvent dès maintenant demander le remboursement du solde de la créance disponible, après imputation le cas échéant sur leur impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice 2019, sans attendre le dépôt de la déclaration de résultat (« liasse fiscale »).

Ce dispositif s'applique pour tous les crédits d'impôt restituables en 2020, dont le CICE et le CIR (pour la partie dont le remboursement arrive à échéance cette année), et notamment ceux concernant certains secteurs en difficulté comme :

* Le crédit d’impôt pour dépenses de production d’œuvres cinématographiques
* Le crédit d’impôt pour dépenses de production d’œuvres audiovisuelle
* Le crédit d’impôt pour dépenses de production de films et d’œuvres audiovisuelles étrangers
* Le crédit d’impôt en faveur des entreprises de spectacles vivants musicaux ou de variétés
* Le crédit d’impôt pour dépenses de production d’œuvres phonographique
* Le crédit d’impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo.

Pour bénéficier du dispositif, les entreprises sont invitées à se rendre sur leur espace professionnel sur impots.gouv.fr pour télédéclarer :

* La demande de remboursement de crédit d'impôt (formulaire n° 2573)
* La déclaration permettant de justifier du crédit d'impôt (déclaration n° 2069-RCI ou déclaration spécifique, sauf si celle-ci a déjà été déposée antérieurement)
* À défaut de déclaration de résultat, le relevé de solde d'impôt sur les sociétés (formulaire n° 2572) permettant de liquider l'impôt dû et de constater la créance restituable pour 2020.

Les services des impôts des entreprises (SIE) se mobilisent pour traiter au plus vite, sous quelques jours, les demandes de remboursement des entreprises.

**Les remboursements de crédit de TVA**

Pour obtenir un remboursement de crédit de TVA, l’entreprise doit effectuer sa demande par voie dématérialisée, directement depuis son espace professionnel ou par l’intermédiaire d’un partenaire agréé (partenaire EDI). Dans le contexte de la crise du COVID-19, les demandes de remboursement de crédit de TVA seront traitées avec la plus grande célérité par les services de la DGFiP.

# 

# Reconfinement : règles d'ouverture des établissements, de rassemblements et de déplacements

Hébergements collectifs, sport, restauration, retrait de commandes et livraison, marchés... la CPME fait le point sur les dernières mesures et obligations pour les TPE-PME.

Consultez notre fiche technique pour tout connaître des règles de confinement mises en place depuis le 30 octobre 2020. Pour la consulter, rendez-vous sur [notre site Internet dossier reconfinement](https://cpme-bretagne.fr/reconfinement/)

## Protocole sanitaire en entreprise le contenu du nouveau document dévoilé – Mise à jour le 2 novembre 2020

## Le protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l’épidémie de la Covid-19 a été actualisé le 29 octobre 2020 à la suite de l’instauration d’un nouveau confinement et du renforcement des mesures sanitaires pour enrayer la progression de l’épidémie. Pour le consulter, rendez-vous sur [notre site Internet dossier reconfinement](https://cpme-bretagne.fr/reconfinement/)

## Médiation du crédit ou des entreprises

## **La médiation du crédit**

## Tout chef d’entreprise qui rencontre des difficultés de financement ou de trésorerie peut faire appel au médiateur du crédit. Gratuit et confidentiel cet accompagnement est assuré par un directeur de la Banque de France.

## [**Saisir le médiateur du crédit**](https://mediateur-credit.banque-france.fr/)

**La médiation des entreprises**

## Le médiateur des entreprises peut venir en aide à toute entreprise, organisation publique ou privée (quels que soient sa taille et son secteur d’activité) rencontrant des difficultés dans ses relations commerciales avec un partenaire (client ou fournisseur), qu’il soit, lui aussi, privé ou public.

## Gratuit et totalement confidentiel, l’accompagnement par le médiateur des entreprises permet de résoudre rapidement le litige, que celui-ci soit lié à l’exécution d’un contrat ou d’une commande publique, en évitant ainsi à l’entreprise de s’engager dans une procédure judiciaire, parfois longue et coûteuse. Dans 75% des cas, la médiation trouve une issue favorable et se termine par la signature d’un protocole d’accord entre les deux parties.

## [**Saisir le médiateur des entreprises**](https://www.mieist.finances.gouv.fr/)

**Mobiliser le commissaire aux restructurations et à la prévention des entreprises en difficulté.**

Le commissaire aux restructurations et prévention des difficultés des entreprises (CRP) est au cœur du dispositif d’anticipation et d’accompagnement des entreprises en difficulté de moins de 400 salariés avec un périmètre d’intervention des CRP prioritairement focalisé sur les entreprises industrielles de plus de 50 salariés. La force de son intervention réside ainsi sur sa réactivité, sa proximité territoriale et son pouvoir d’évocation d’un dossier au niveau national, lorsque sa criticité le commande.

Le CRP peut rapidement mobiliser au niveau national les acteurs ou les leviers et dispositifs de soutien adaptés aux difficultés de l’entreprise dans des délais souvent très contraints. Il négocie avec les dirigeants d’entreprises, les actionnaires, les donneurs d’ordre, les sous-traitants, les banques et les collectivités pour préserver l’emploi et l’activité des PME

[**Saisir le CRP de Bretagne**](mailto:cyril.charbonnier@direccte.gouv.fr)

**Guichet unique pour les secteurs du tourisme, événementiel, culture, sport, hôtellerie, café et restauration**

Dans le cadre du plan de soutien au secteur touristique lancé mi-mai, un guichet unique numérique a été mis en place afin de simplifier et accélérer l’accès des entreprises des secteurs cafés, hôtels, restaurants, tourisme, événementiel, culture et sport aux dispositifs.

Ce guichet numérique présente les différents dispositifs et oriente vers les plateformes et contacts permettant d’effectuer les démarches nécessaires.

[**Accéder au guichet unique numérique**](https://www.plan-tourisme.fr/)

NOUVEAU CONFINEMENT : RÈGLES D’OUVERTURE DES ÉTABLISSEMENTS, DE RASSEMBLEMENTS ET DE DÉPLACEMENTS

Sur le fondement de l’article 2 de la [loi 2020-290](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000041746313/#:~:text=%2DL'%C3%A9tat%20d'urgence%20sanitaire%20est%20d%C3%A9clar%C3%A9%20par%20d%C3%A9cret,ministre%20charg%C3%A9%20de%20la%20sant%C3%A9.&text=%C2%AB%20La%20prorogation%20de%20l'%C3%A9tat,3131%2D19.), l’état d’urgence sanitaire a été rétabli sur tout le territoire par le [décret 2020-1257](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042424377?r=sUZiEJ4QrE) à partir du 17 octobre à 0 heure, pour une durée d’un mois. Pour toute durée supplémentaire, seule une loi peut la fixer, après avis du comité de scientifiques[[1]](#footnote-1).

C’est dans ce cadre que la France connait un nouveau confinement depuis le 30 octobre à 0h. Cette fiche vise à résumer les principales mesures applicables, notamment concernant les ouvertures des établissements recevant du public et les déplacements, qui sont fixées par le [décret 2020-1310](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042475143), modifié par le [décret 2020-1331](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042486870).

*Les rassemblements limités à 6 personnes sauf notamment motif professionnel*

Les rassemblements, réunions ou activités sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public et qui ne sont pas interdits, ne peuvent réunir plus de 6 personnes.

Néanmoins, cette limitation n’est pas applicable pour :

* Les rassemblements, réunions ou activités à caractère professionnel ;
* Les services de transport de voyageurs ;
* Les établissements recevant du public dans lesquels l'accueil du public n'est pas interdit ;
* Les cérémonies funéraires organisées (hors des établissements recevant du public qui sont autorisés à ouvrir), dans la limite de 30 personnes ;
* Les cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires.

*L’interdiction de recevoir du public*

**Hébergements collectifs**

Sauf lorsqu'ils constituent pour les personnes qui y vivent un domicile régulier, les établissements suivants ne peuvent accueillir de public :

* Les auberges collectives ;
* Les résidences de tourisme ;
* Les villages résidentiels de tourisme ;
* Les villages de vacances et maisons familiales de vacances ;
* Les terrains de camping et de caravanage ;
* Les établissements thermaux.

Mis à part les établissements thermaux, l’ensemble des établissements listés précédemment peuvent accueillir des personnes pour l'accomplissement de mesures de quarantaine et d'isolement mises en œuvre sur prescription médicale ou décidées par le préfet dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19.

**Sport**

Par ailleurs, les établissements sportifs couverts, établissements de plein air ne peuvent accueillir du public sauf pour :

* L’activité des sportifs professionnels et de haut niveau ;
* Les groupes scolaires et périscolaires et les activités sportives participant à la formation universitaire ;
* Les activités physiques des personnes munies d'une prescription médicale ou présentant un handicap reconnu par la maison départementale des personnes handicapées ;
* Les formations continues ou des entraînements obligatoires pour le maintien des compétences professionnelles ;
* Les événements indispensables à la gestion d'une crise de sécurité civile ou publique et à la continuité de la vie de la Nation ;
* Les assemblées délibérantes des collectivités et leurs groupements et les réunions des personnes morales ayant un caractère obligatoire ;
* L'accueil des populations vulnérables et la distribution de produits de première nécessité pour des publics en situation de précarité ;
* L'organisation de dépistages sanitaires, collectes de produits sanguins et actions de vaccination.

À noter que pour ces pratiques autorisées par exception, une distanciation physique de deux mètres est obligatoire, sauf lorsque, par sa nature même, l'activité ne le permet pas. De plus, sauf pour la pratique d'activités sportives, les personnes de plus de onze ans accueillis dans ces établissements portent un masque de protection.

Les salles de sport (type fitness) ne peuvent plus accueillir de public.

**Restauration**

Les restaurants et débits de boisson, les établissements flottants pour leur activité de restauration et de débit de boisson, les restaurants d'altitude, hôtels, pour les espaces dédiés aux activités de restauration et de débit de boisson ne peuvent accueillir du public sauf pour les activités de livraison et de vente à emporter, le room service des restaurants et bars d'hôtels et la restauration collective sous contrat. Le port du masque est obligatoire pour le personnel de ces établissements et pour les personnes accueillies de onze ans ou plus lors de leurs déplacements au sein de l'établissement.

Concernant la restauration collective, les conditions suivantes doivent être respectées :

* Les personnes accueillies ont une place assise,
* Une même table ne peut regrouper que des personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble, dans la limite de six personnes,
* Une distance minimale d'un mètre est garantie entre les chaises occupées par chaque personne, sauf si une paroi fixe ou amovible assure une séparation physique. Cette règle de distance ne s'applique pas aux groupes, dans la limite de six personnes, venant ensemble ou ayant réservé ensemble,
* La capacité maximale d'accueil de l'établissement est affichée et visible depuis la voie publique lorsqu'il est accessible depuis celle-ci.

Le port du masque est obligatoire pour le personnel de ces établissements et pour les personnes accueillies de onze ans ou plus lors de leurs déplacements au sein de l'établissement.

*Retrait de commandes, la livraison et certaines activités peuvent être maintenus*

Il convient de noter en premier lieu que tous les commerces peuvent accueillir du public pour leurs activités de livraison et de retrait de commandes.

De plus, les activités suivantes peuvent être maintenues :

* Entretien, réparation et contrôle technique de véhicules automobiles, de véhicules, engins et matériels agricoles ;
* Commerce d'équipements automobiles ;
* Commerce et réparation de motocycles et cycles ;
* Fourniture nécessaire aux exploitations agricoles ;
* Commerce de détail de produits surgelés ;
* Commerce d'alimentation générale ;
* Supérettes ;
* Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé ;
* Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail de carburants et combustibles en magasin spécialisé, boutiques associées à ces commerces pour la vente de denrées alimentaires à emporter, hors produits alcoolisés, et équipements sanitaires ouverts aux usagers de la route ;
* Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé
* Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail de matériaux de construction, quincaillerie, peintures et verres en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé ;
* Commerces de détail d'optique ;
* Commerces de graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé ;
* Commerce de détail alimentaire sur éventaires sous réserve, lorsqu'ils sont installés sur un marché, de respecter les conditions ci-dessous énumérées ;
* Commerce de détail de produits à base de tabac, cigarettes électroniques, matériels et dispositifs de vapotage en magasin spécialisé ;
* Location et location-bail de véhicules automobiles ;
* Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens ;
* Location et location-bail de machines et équipements agricoles ;
* Location et location-bail de machines et équipements pour la construction ;
* Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques ;
* Réparation d'ordinateurs et d'équipements de communication ;
* Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques ;
* Réparation d'équipements de communication ;
* Blanchisserie-teinturerie ;
* Blanchisserie-teinturerie de gros ;
* Blanchisserie-teinturerie de détail ;
* Activités financières et d'assurance ;
* Commerce de gros.

*Point particulier pour les magasins de vente d’une surface supérieure à 400m2*

Les centres commerciaux, les supermarchés, les magasins multi-commerces, les hypermarchés et les autres magasins de vente d'une surface de plus de 400 m2 relevant de la catégorie M, ne peuvent accueillir du public que pour les activités mentionnées au paragraphe précédent ainsi que pour la vente de produits de toilette, d'hygiène, d'entretien et de produits de puériculture.

Les établissements autorisés à recevoir du public ne peuvent accueillir un nombre de clients supérieur à celui permettant de réserver à chacun une surface de 4 m2. En outre, lorsque les circonstances locales l'exigent, le préfet de département peut limiter le nombre maximum de clients pouvant être accueillis dans ces établissements. La capacité maximale d'accueil de l'établissement doit être affichée et visible depuis l'extérieur de celui-ci.

*Établissements non visés par une interdiction d’accueillir du public*

Dans tous les établissements non visés par une interdiction, l’exploitant met en œuvre les mesures de nature à permettre le respect des mesures d’hygiène et de distanciation, mesures dont il informe les utilisateurs par affichage. Il peut limiter l'accès à l'établissement dans l’objectif de faire respecter ces mesures.

Lorsque, par sa nature même, une activité professionnelle, quel que soit son lieu d'exercice, ne permet pas de maintenir la distanciation entre le professionnel et le client ou l'usager, le professionnel concerné met en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir les risques de propagation du virus.

*Organisation des marchés*

Seuls les commerces alimentaires ou proposant la vente de graines, semences et plants d'espèces fruitières ou légumières sont autorisés dans les marchés ouverts ou couverts.

Les marchés, couverts ou non, peuvent recevoir un nombre de personnes supérieur à 6 dans le respect des dispositions qui leur sont applicables et dans des conditions de nature à permettre le respect des mesures et à prévenir, en leur sein, la constitution de regroupements de plus de 6 personnes. De plus, le nombre de personnes accueillies ne doit pas excéder celui permettant de réserver à chacune une surface de 4 m2.

Il convient de noter que le préfet de département peut, après avis du maire, interdire l'ouverture de ces marchés si les conditions de leur organisation ainsi que les contrôles mis en place ne sont pas de nature à garantir le respect des dispositions ci-dessus.

Dans les marchés couverts, toute personne de plus de onze ans porte un masque de protection.

*Établissements pouvant continuer à recevoir du public*

En respectant les mesures de distanciation sociale et gestes barrières, peuvent continuer à recevoir du public, notamment :

- Les services publics, sous réserve des interdictions prévues par le présent décret ;

- La vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés nca

- Les activités des agences de placement de main-d'œuvre ;

- Les activités des agences de travail temporaire ;

- Les services funéraires ;

- Les cliniques vétérinaires et cliniques des écoles vétérinaires ;

- Les laboratoires d'analyse ;

- Les refuges et fourrières ;

- Les services de transports ;

- L'organisation d'épreuves de concours ou d'examens ;

- L'accueil d'enfants scolarisés et de ceux bénéficiant d'un mode d'accueil ([article L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074069&idArticle=LEGIARTI000006796917&dateTexte=&categorieLien=cid)) dans certaines conditions ;

- Des activités sociales (médiation familiale, soutien à la parentalité, conseil conjugal, etc.).

*Déplacements interdits sauf dérogation notamment professionnelle*

Tout déplacement de personne hors de son lieu de résidence est interdit.

Néanmoins, plusieurs motifs permettent des déplacements, mais en évitant tout regroupement de personnes. Il s’agit des :

* Déplacements à destination ou en provenance :
  + Du lieu d'exercice ou de recherche d'une activité professionnelle et déplacements professionnels ne pouvant être différés ;
  + Des établissements ou services d'accueil de mineurs, d'enseignement ou de formation pour adultes ;
  + Du lieu d'organisation d'un examen ou d'un concours.
* Déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle, des achats de première nécessité, des retraits de commandes et des livraisons à domicile ;
* Déplacements pour effectuer des consultations, examens et soins ne pouvant être assurés à distance et pour l'achat de médicaments ;
* Déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérables et précaires, pour la garde d'enfants, ainsi que pour les déménagements ;
* Déplacements des personnes en situation de handicap et leur accompagnant ;
* Déplacements brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile, liés soit à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie ;
* Déplacements pour répondre à une convocation judiciaire ou administrative ou pour se rendre dans un service public ou chez un professionnel du droit, pour un acte ou une démarche qui ne peuvent être réalisés à distance ;
* Visant à une participation à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative.

*Les déplacements dans les cas où le lieu d’exercice de l’activité professionnelle est le domicile du client*

Les déplacements suivants sont autorisés :

Déplacements à destination ou en provenance :

* Du lieu d'exercice ou de recherche d'une activité professionnelle et déplacements professionnels ne pouvant être différés ;
* Des établissements ou services d'accueil de mineurs, d'enseignement ou de formation pour adultes mentionnés aux articles 32 à 35 du présent décret ;
* Du lieu d'organisation d'un examen ou d'un concours ;
* Pour les activités professionnelles de services à la personne, à la condition que ces activités soient mentionnées à l'article D. 7231-1 du code du travail ; toutefois les activités de cours à domicile autres que de soutien scolaire sont régies par l'alinéa suivant ;
* Pour les activités à caractère commercial, sportif ou artistique et les activités de cours à domicile autres que de soutien scolaire qui seraient autorisées si elles étaient exercées en établissement recevant du public ;
* Pour toutes les autres activités, notamment les activités mentionnées au titre précédent et les activités qui s'exercent nécessairement au domicile des clients, sans restriction.

*Obligations de l’exploitant d’un établissement recevant du public en termes de mesures d’hygiène et de distanciation*

L’exploitant des établissements qui ne sont pas soumis à l’interdiction de recevoir du public informe les utilisateurs de ces lieux par affichage des mesures d'hygiène et de distanciation suivantes :

* Se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon (dont l'accès doit être facilité avec mise à disposition de serviettes à usage unique) ou par une friction hydroalcoolique,
* Se couvrir systématiquement le nez et la bouche en toussant ou éternuant dans son coude,
* Se moucher dans un mouchoir à usage unique à éliminer immédiatement dans une poubelle,
* Éviter de se toucher le visage, en particulier le nez, la bouche et les yeux.

Il convient de noter que lorsque, par sa nature même, une activité professionnelle, quel que soit son lieu d'exercice, ne permet pas de maintenir la distanciation entre le professionnel et le client ou l'usager, le professionnel concerné met en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir les risques de propagation du virus.

Les centres commerciaux ne peuvent accueillir un nombre de personnes supérieur à celui permettant de réserver à chacune une surface de 4 m2. En outre, lorsque les circonstances locales l'exigent, le préfet de département peut limiter le nombre maximum de personnes pouvant être accueillies dans ces établissements.

*Le Port du masque dans les établissements*

Le port du masque par les personnes de 11 ans et plus est obligatoire dans les magasins et centres commerciaux, salles de conférence, polyvalentes et d’exposition, les établissements de sport clos et couverts, les patinoires, piscines couvertes, les établissements de plein air, les musées, les lieux de cultes, les bibliothèques, les banques, les hôtels et autres pensions de familles s'agissant de leurs espaces permettant des regroupements.

En tout état de cause, les masques doivent être portés systématiquement par tous dès lors que les règles de distanciation physique ne peuvent être garanties.

## Aide financière exceptionnelle (AFE COVID)

Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en œuvre un dispositif dédié aux cotisants les plus impactés par les mesures sanitaires liées à la crise Covid-19.

* [**Qui peut en bénéficier ?**](https://www.secu-independants.fr/action-sociale/aide-coronavirus/#c47949)
* [**Comment en bénéficier ?**](https://www.secu-independants.fr/action-sociale/aide-coronavirus/#c47950)

France Relance

Vous trouverez ci-après des informations sur le renforcement des mesures gouvernementales en soutien à la filière automobile  
  
Les ministres de la Transition écologique et solidaire, de l’Économie, des Finances et de la Relance, et la ministre déléguée chargée de l’Industrie ont réuni, vendredi, le Comité stratégique de filière Automobile présidé par Luc Chatel pour échanger sur la situation économique face au deuxième confinement.

* Face à la deuxième vague, le Gouvernement prolonge de six mois les aides à l’achat de voitures neuves pour soutenir la filière automobile

A l’occasion de cette réunion, le Gouvernement a décidé d’autoriser les retraits de commandes de véhicules pour permettre la continuité de l’activité de la filière dans son ensemble. Par ailleurs, comme pendant le premier confinement, les garages peuvent rester ouverts.

Pour tenir compte des perturbations engendrées sur les ventes de véhicules, les barèmes actuellement en vigueur du bonus et de la prime à la conversion seront prolongés jusqu’au 30 juin 2021 pour renforcer le soutien au verdissement du parc automobile dans le contexte de la crise sanitaire.

* Dans le cadre de France Relance, des moyens supplémentaires sont déployés pour accompagner la transformation de la filière automobile

Cette réunion a également été l’occasion de faire un point d’étape sur les mesures du plan de soutien au secteur automobile, renforcées dans le cadre de France Relance :

* Le fonds Avenir Automobile 2 (FAA2), d’une enveloppe de 525 millions d’euros est désormais opérationnel pour renforcer les fonds propres des sous-traitants automobiles dans leurs projets de croissance, d’innovation et de diversification ;
* Plus de 150 millions d’euros seront par ailleurs engagés d’ici la fin de l’année pour soutenir la R&D de la filière, dont 120 millions d’euros pour développer la production de composants stratégiques des véhicules électriques et hybrides rechargeables ;
* Pour financer la formation, le PIA « Attractivité, Emplois, Compétences », doté d’une enveloppe de 18 millions d’euros, est réajusté pour se renforcer sur les nouveaux besoins (hydrogène, électromobilité et industrie 4.0).

**Harmonie Mutuelle - VOTRE KIT D’INFORMATION COVID S’ENRICHIT**

Depuis le début de la crise du Coronavirus, en tant qu’entrepreneur et chef d’entreprise, vous devez faire face à des enjeux sanitaires, économiques et sociaux sans précédent. Un défi d’autant plus difficile à relever que l’environnement juridique évolue en permanence.

Pour vous faire gagner du temps et vous permettre d’être le plus efficace dans la gestion de la crise, Harmonie Mutuelle a décidé de **renforcer son dispositif d’information et d’accompagnement en ligne** avec un nouvel espace dédié aux besoins des entrepreneurs et des entreprises et mis à jour régulièrement. Pour accéder à la plateforme, [cliquer ici](https://www.harmonie-mutuelle.fr/web/entreprises/covid-19-entrepreneurs-entreprises)

**Boîtes à outils**

* [**Élargissement et renforcement des mesures de soutien aux entreprises**](https://www.economie.gouv.fr/elargissement-renforcement-mesures-soutien-entreprises)
* [**Préfet de la Région Bretagne : les mesures économiques de soutien pour faire face au confinement**](http://bretagne.direccte.gouv.fr/Coronavirus-Les-mesures-economiques-de-soutien-pour-faire-face-au-confinement)
* [**Le Préfet de la Région Bretagne et la Région Bretagne vous informent sur les mesures de soutien aux entreprises**](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_11_25_mesures_etat-regionbretagne.pdf)
* [**Préfet de la Région Bretagne : plan de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté**](https://drive.google.com/file/d/1wxBbbHZfPYwWMHVHdKLQ5hUsB5fji1ql/view?usp=sharing)
* Les précédents liens à retenir :
  + [Conférence de presse Bruno Le Maire – mesures d’urgences économiques – 29 octobre 2020](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=C72363D4-B32A-4EDC-9232-C0BDD989BA61&filename=338%20-%20Discours%20Bruno%20Le%20Maire%20-%20Conf%C3%A9rence%20de%20presse%20jeudi%2029%20octobre%202020.pdf)
  + [Décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires, pour faire face à l’épidémie de covid-19 dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042430554)
  + [Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042475143)
  + [France Relance - toutes les mesures du plan de relance](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf)
  + [Plan de relance - site du ministère de l'économie et des finances](https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance)
  + [France Relance : comment bénéficier des mesures ?](https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/profils)
  + [France Relance : Export](https://drive.google.com/file/d/1dfvFRcvPTPiKMsrn1nwNPm--xIADQUFl/view?usp=sharing)
  + [Export présentation](https://drive.google.com/file/d/10Nbvmx3jKuyNpLtugSZralftLn6HIwMt/view?usp=sharing)
  + [France Relance Priorités](https://drive.google.com/file/d/1NqUK-j0ZSlIfzgCjj7kcS5RUyPZsPfrl/view?usp=sharing)
  + [Bénéficier du fond de solidarité](https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13665)
  + [Fonds de solidarité : les données nationales](https://aides-entreprises.data.gouv.fr/)
  + [L’État à vos côtés en Bretagne](http://bretagne.direccte.gouv.fr/sites/bretagne.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/2020_08_06_l_etat_a_vos_cotes_version_08-20.pdf)
  + [Page d'accueil Fonds de solidarité en Bretagne](https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/soutien-invest-indus-territoires-bretagne?elqTrackId=6e273433bcc146e88185138992b523b4&elqaid=127&elqat=2)
  + [Guide à destination des entreprises industrielles](https://www.entreprises.gouv.fr/fr/actualites/industrie/politique-industrielle/plan-de-relance-guide-destination-des-entreprises)
  + [FAQ entreprises - Coronavirus - 20 juillet 2020](https://www.economie.gouv.fr/files/files/2020/coronavirus_faq_entreprises.pdf)
  + [Aide à la relance de la construction durable](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/20124_Aide%20a%20la%20relance%20de%20la%20construction%20durable_web.pdf)
  + [N° spécial d’information sur les mesures d’urgences pour les entreprises en difficulté](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=3734C7B1-2872-4DCF-AEBF-E804EA88149C&filename=342%20-%20Le%20num%C3%A9ro%20sp%C3%A9cial%20d%E2%80%99information%20sur%20les%20mesures%20d%E2%80%99urgences%20pour%20les%20entreprises%20et%20les%20associations%20en%20difficult%C3%A9%20sera%20effectif%20d%C3%A8s%20lundi%202%20novembre%20%C3%A0%209h.pdf)
* [LOI no 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation, de l’état d’urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/MauHeI28hGM8pnJgyRaDr5zKY6oT0Ac8uyatwTORrks=/JOE_TEXTE)
* [FAQ actualisée de la DGE sur les mesures d’urgence en soutien aux entreprises](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/covid19-soutien-entreprises/faq-mesures-soutien-economiques.pdf) disponible depuis le [lien ad hoc](https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/faq) du ministère de l'économie, des finances et de la relance
* [Lancement du tableau de bord du Plan de relance](https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/publication-tableau-de-bord)
* [Communiqué de presse sur le tableau de bord "France Relance"](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=DCEFE732-44DE-4E00-A58A-402E17C81BBA&filename=383%20-%20Publication%20du%20tableau%20de%20bord%20sur%20l%27ex%C3%A9cution%20de%20France%20Relance.pdf)
* [La relance passe aussi par les communes rurales](https://www.weka.fr/actualite/administration/article/pour-le-gouvernement-la-relance-passe-aussi-par-les-communes-rurales-112948/)
* [Aide instaurée à destination des Indépendants objet d’une fermeture administrative depuis le 2 novembre](https://www.secu-independants.fr/action-sociale/aide-coronavirus/). Cette aide de 1.000 €, pour les travailleurs indépendants classiques, ou de 500 €, pour les micro-entrepreneurs répondant aux conditions posées, est à demander à l’URSSAF avant le 30 novembre par [courriel](https://www.secu-independants.fr/contact/adresse-telephone/urssaf/), en choisissant l'objet "action sanitaire et sociale"**. Cette nouvelle aide n’est pas conditionnée à un refus du Fonds de Solidarité**
* [Efficacité énergétique : ouverture du guichet de subvention](https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/efficacite-energetique-ouverture-guichet-subvention)
* [Lancement du premier appel à projets dans le cadre du fonds Friches](https://www.banquedesterritoires.fr/plan-de-relance-lancement-du-premier-appel-projets-dans-le-cadre-du-fonds-friches)
* [Aide en faveur des investissements de décarbonation des outils de production industrielle](https://www.asp-public.fr/aide-en-faveur-des-investissements-de-decarbonation-des-outils-de-production-industrielle)
* [Dispositifs de l’Ademe en faveur de la décarbonation](https://www.ademe.fr/decarbonation-lindustrie)
* [Appel à projets énergie CSR 2021](https://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/dispositif-aide/20201020/energiecsr2020-144)
* AAP nationaux :
  + [Page d'accueil orientation volet national ou volet territorial](https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Actualites/Plan-de-relance-pour-l-industrie-50441)
  + [Page d'accueil secteurs stratégiques du volet national](https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Appels-a-projets-concours/Appel-a-projets-Plan-de-relance-pour-l-industrie-Secteurs-strategiques-volet-national-50697)
  + [Page d'accueil AAP Territoires d'Industrie](http://relance.projets-territoriaux.bpifrance.fr/)

1. <https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000041747805/2020-03-24> [↑](#footnote-ref-1)